

# Crise au Mali : «Le Sahel paie aujourd'hui le prix d'États construits contre les réalités humaines»

Le 6 mai 2026 à 16h19





Des soldats maliens se tiennent près d'un camion lors d'une patrouille à la suite de l'attaque de la principale base militaire du Mali, le 27 avril 2026.  
*Stringer / REUTERS*

*Consultante et ancienne adjointe au maire de Dreux, Naïma M'Faddel a publié Et tout ça devrait faire d'excellents Français (Éditions du Seuil, 2017). Michel Fayad est analyste en sciences politiques et en géopolitique.*

---

[La crise malienne](#) s'enracine dans les fractures que la décolonisation a laissées intactes. En 1960, le Mali hérite de frontières tracées sans égard pour les réalités nomades d'un territoire de 1,25 million de km<sup>2</sup>, dont les deux tiers sont désertiques. Les Touaregs – peuple berbère à présence millénaire dans le Sahara – se retrouvent administrés depuis Bamako, capitale sédentaire et culturellement étrangère, tout en étant répartis entre cinq États (Mali, Niger, Algérie, Libye, Burkina Faso) sans que leur unité culturelle soit prise en compte. C'est le paradoxe fondateur de l'Afrique post-coloniale : des États construits contre leurs sociétés.

Passer la publicité

## Publicité

Longtemps maîtres des routes caravanières et gérés indirectement par la France, les Touaregs subissent après l'indépendance une centralisation rigide, un sous-investissement chronique du Nord et une marginalisation culturelle et politique. Dès 1962, la rébellion de l'Alfellaga éclate dans la région de Kidal et est violemment réprimée (1962–1964) avec des exactions documentées – empoisonnement de puits, destruction de troupeaux – qui laissent des traces indélébiles. S'installe alors un cycle récurrent : soulèvements (1990, 2006, 2012), accords signés puis non appliqués, frustrations transmises de génération en génération.

La réalité ethnique du Nord est cependant plus complexe. Songhaï sédentaires, Peuls et Arabes cohabitent avec les Touaregs, porteurs de leurs propres griefs. [La société touarègue](#) elle-même – hiérarchisée en nobles Imajaghèn, vassaux Imghad et anciens esclaves Bella-Iklan – porte un passé de domination interne qui nourrit des divisions profondes. Les Bella, affranchi mais non intégrés, restent marginalisés au sein même de la société touarègue. Sous cette mosaïque couve une fracture entre populations « blanches » (Touaregs et Arabes) et « noires » (sédentaires du Sud), enracinée dans des siècles de razzias et d'esclavage – moteur émotionnel du conflit autant que ses causes politiques. Elle explique pourquoi l'Azawad ne mobilise pas toutes les populations du Nord et pourquoi Bamako peut présenter le séparatisme touareg comme un projet aristocratique de restauration de la domination sur d'autres communautés – argument pas entièrement faux, d'autant plus efficace comme instrument de division.

**Après neuf ans de présence, la France a quitté le Mali sans avoir transformé ses succès militaires en stabilité politique durable ni comblé le vide institutionnel qui était la condition de tout le reste.**

La crise de 2012 illustre une dynamique récurrente : un nationalisme ethnique fragile se laisse phagocyter par une idéologie mieux organisée et financée. Le MNLA, fort du retour de milliers de combattants touaregs aguerris et armés après l'effondrement de [la Libye post-Kadhafi](#), conquiert en quelques semaines Kidal, Gao et Tombouctou – avant

que les groupes islamistes liés à AQMI ne s'imposent comme véritables maîtres du terrain. La trajectoire d'Iyad Ag Ghaly – ancien chef militaire touareg devenu consul malien à Djeddah, radicalisé par les réseaux salafistes financés par les pétromonarchies du Golfe, fondateur d'Ansar Dine – incarne la voie de contamination la plus pernicieuse : des hommes formés dans les désillusions des rebellions successives trouvent dans le wahhabisme une idéologie de substitution universelle, radicalement moderne dans ses modes d'organisation, capable de fédérer au-delà des clivages ethniques que le nationalisme touareg n'avait jamais surmontés.

À lire aussi [\*Terrorisme : la menace croissante des djihadistes sahéliens\*](#)

Ces groupes jihadistes n'ont pas simplement exploité le chaos : ils l'ont organisé, en s'insérant dans les conflits locaux – fonciers, pastoraux, communautaires – pour se présenter comme arbitres et protecteurs là où l'État avait depuis longtemps démissionné. C'est cette logique – le vide que l'islamisme structure à son profit plutôt qu'il ne le subit – qui rend les réponses purement militaires insuffisantes. [L'intervention française](#) (opération Serval, janvier 2013, prolongée par Barkhane à partir de 2014) a souffert d'une contradiction irrésoluble : tuer un chef de groupe ne tue pas l'idéologie qui l'a produit. Après neuf ans de présence, la France a quitté le Mali sans avoir transformé ses succès militaires en stabilité politique durable ni comblé le vide institutionnel qui était la condition de tout le reste.

Le JNIM (Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin), créé en 2017 sous la direction d'Ag Ghaly, est une fédération – AQMI, Ansar Dine, al-Mourabitoune, Katiba Macina – qui articule les frustrations ethniques et pastorales dans un cadre idéologique transnational. La Katiba Macina, fondée en 2015 par l'imam Amadou Kouffa, recrute prioritairement des Peuls du delta intérieur du Niger, exploitant leurs conflits fonciers avec les agriculteurs sédentaires et leur sentiment de marginalisation – illustration universelle : l'islamisme sunnite prospère là où la promesse de l'État n'a jamais été tenue. L'État islamique au Grand Sahara (EIGS), implanté dans la zone des trois frontières (Mali-Niger-Burkina Faso), constitue un second pôle en concurrence avec le JNIM depuis 2019 : cette rivalité interne fragmente le terrain mais stimule une surenchère de violence contre les civils.

**Tant que les puissances internationales n'exerceront pas une pression équivalente sur les États du Golfe pour tarir ces financements, elles traiteront l'incendie sans couper l'approvisionnement en combustible.** Passer la publicité

## Publicité

Les forces russes – groupe Wagner déployé au Mali à partir de 2021, [rebaptisé Africa Corps](#) après la mort de Prigozhin en août 2023 – n'ont pas contenu cette brutalité mais l'ont amplifiée, selon l'ONU et Human Rights Watch, faisant peu de distinction entre combattants et population. Le massacre de Moura (mars 2022), où plusieurs centaines de

civils ont été tués lors d'une opération conjointe forces maliennes-mercenaires russes, en reste l'illustration la plus documentée. La dimension financière extérieure ne peut être éludée : les réseaux salafistes qui ont radicalisé des hommes comme Ag Ghaly ont été irrigués par des décennies de pétrodollars du Golfe, diffusés via des mosquées, madrassas et associations opérant jusqu'en Europe. Tant que les puissances internationales n'exerceront pas une pression équivalente sur les États du Golfe pour tarir ces financements, elles traiteront l'incendie sans couper l'approvisionnement en combustible.

Le 25 avril 2026, le Mali bascule dans une nouvelle phase de sa guerre. Le JNIM et le Front de Libération de l'Azawad (FLA, coalition touarègue séparatiste descendant du MNLA) lancent l'offensive coordonnée la plus vaste depuis la rébellion de 2012 : des attaques simultanées sur un front de 1 500 km, de Bamako et Kati au sud jusqu'à Kidal, Gao, Bourem et Tessalit au nord, en passant par Mopti et Sévaré au centre. Dans la capitale, des explosions et des tirs nourris visent les bases militaires et l'aéroport international ; un attentat-suicide à la voiture piégée détruit la résidence du [ministre de la Défense Sadio Camara](#), figure clé de la junte, qui est tué avec des membres de sa famille. Le chef des services de renseignement, Modibo Koné, est blessé. L'Africa Corps, malgré la présence d'au moins 400 personnels dans la région, ne peut empêcher la pénétration du cœur sécurisé du dispositif de la junte.

Dans le Nord, Kidal – reconquise par les forces maliennes et russes fin 2023 au prix d'une opération présentée comme un succès historique — passe intégralement sous contrôle FLA-JNIM. Les troupes maliennes et les éléments de l'Africa Corps se retrouvent assiégés dans la base militaire et l'aéroport de la ville, les mercenaires russes négociant un corridor de sortie. Tessalit tombe également, de même que Ber et Léré (région de Tombouctou) et Tessit et Intahaka (région de Gao). Le 28 avril, le FLA annonce que le retrait russe est « en préparation » à Aguel'hoc et Tessalit, et désigne Gao, Tombouctou et Ménaka comme prochains objectifs. Le même jour, le JNIM décrète le blocus de Bamako – qui s'inscrit dans un embargo sur le carburant et les marchandises actif depuis septembre 2025.

[Cette offensive](#) valide et amplifie plusieurs analyses structurelles de cet article. L'alliance tactique JNIM-FLA – confirmée par le porte-parole du FLA lui-même – illustre une fois de plus que le nationalisme touareg ne peut tenir seul le terrain et que l'islamisme comble le vide en s'associant à lui, même sans partager ses objectifs finaux. Elle complique irrémédiablement tout projet d'« Azawad pur » : un mouvement séparatiste cobelligérant avec le JNIM ne peut prétendre offrir une alternative d'ordre libéral aux populations du Nord. L'Africa Corps, dont l'efficacité était présentée par la junte comme la justification de la rupture avec la France et l'ONU, s'est révélé incapable de protéger le cœur du dispositif politique malien, avec seulement 1 000 à 2 500 hommes là où 20 000 soldats internationaux opéraient auparavant. La narrative de la montée en puissance de la junte, déjà érodée par les offensives jihadistes de 2024–2025 en zone Sud, est désormais ébrulée jusqu'à ses fondements symboliques.

La posture algérienne relève d'une « diplomatie de l'incendie » : tolérance tactique envers certains groupes armés pourvu qu'ils épargnent les intérêts algériens, couplée à une pression sécuritaire réelle sur les franges les plus actives.

Alger reste l'acteur central mais opaque de la crise sahélienne. Une partie des Touaregs maliens vivant sur son territoire (Hoggar, Tassili), la stabilité du Nord-Mali est pour elle une question de sécurité nationale directe. Un sanctuaire jihadiste à sa frontière sud menacerait un régime dont la légitimité repose sur la victoire contre l'islamisme des années 1990 – guerre civile de 150 000 à 200 000 morts, matrice de toute la culture sécuritaire algérienne. Ironie douloureuse : l'AQMI est née du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), issu du GIA, qui a prêté allégeance à Al-Qaïda en 2007 avant de migrer au Sahel, en partie refoulé vers le Sud par les services algériens. Alger gère donc au Sahel une menace qu'elle a, sinon exportée, du moins repoussée vers les espaces vides qui la jouxtent.

Passer la publicité

### Publicité

La posture algérienne relève d'une « diplomatie de l'incendie » : tolérance tactique envers certains groupes armés pourvu qu'ils épargnent les intérêts algériens, couplée à une pression sécuritaire réelle sur les franges les plus actives. Ce double jeu a fonctionné jusqu'à ce que la dynamique jihadiste devienne trop large. Alger redoute deux scénarios symétriques : un Sahel sous influence occidentale renforcée à ses portes, et une déstabilisation jihadiste alimentant ses propres démons intérieurs – double crainte qui explique une ambiguïté stratégique l'ayant affaibli diplomatiquement sans la protéger davantage. Bien qu'Alger ait joué un rôle de médiatrice via les accords de 2015, ceux-ci sont restés lettre morte. Le coup d'État de 2021 et le [rapprochement de Bamako avec Moscou](#) ont reconfiguré ce jeu brutalement : la junte du colonel Goïta a contourné les architectures régionales et expulsé les forces françaises, marginalisant Alger qui manque de leviers pour peser sur un régime ayant fait de la souveraineté anti-française son principal fonds de commerce idéologique. L'offensive d'avril 2026, qui installe le FLA et le JNIM à Tessalit, à quelques kilomètres de la frontière algérienne, place Alger dans une situation de menace directe à laquelle ses instruments diplomatiques érodés la rendent peu préparée.

À lire aussi [Pour Jean-Noël Barrot, en visite au Togo, il n'y a « aucune comparaison » entre la France et la Russie en Afrique](#)

À cette équation s'ajoute [la Turquie d'Erdoğan](#), qui étend sa présence au Sahel via un soft power religieux – la Diyanet finance des mosquées et forme des imams jusqu'en Afrique subsaharienne –, des partenariats économiques et des livraisons de drones Bayraktar, cherchant à s'imposer comme alternative aux anciennes puissances coloniales tout en promouvant l'islam. Cette même Turquie qui compose avec des groupes islamistes en

Syrie et a armé l'Azerbaïdjan dans sa reconquête du Haut-Karabakh ne dissimule guère ses ambitions de puissance de référence du monde sunnite, compliquant davantage la donne sécuritaire.

[La crise malienne](#) révèle l'échec des modèles post-coloniaux de gestion de la diversité ethno-culturelle dans les États sahéliens : États héritiers de frontières et de structures administratives coloniales sans avoir construit les récits nationaux partagés qui auraient pu les faire vivre. Leur faiblesse est d'abord de légitimité, non de moyens. Dans ce vide, l'islamisme ne crée pas le chaos – il s'y engouffre et l'organise. Cette dynamique a contaminé le Burkina Faso (deux coups d'État en 2022) et le Niger (renversé en juillet 2023), formant la « ceinture des coups » sahélienne – crise systémique de légitimité dans des États post-coloniaux construits sur des fondements incompatibles avec les sociétés qu'ils prétendent administrer.

**Le Sahel paie l'héritage colonial, ses propres échecs postindépendance, et le prix du désintérêt calculé de puissances qui regardaient ailleurs pendant que le vide se creusait.**

Le Nord-Mali concentre des fractures multiples et simultanées : la désertification accélérée depuis les grandes sécheresses des années 1970–80, l'explosion démographique (taux de fécondité d'environ 6 enfants par femme), et la crise pastorale – compétition intensifiée pour les pâturages et les puits entre éleveurs peuls, touaregs et agriculteurs sédentaires – produisent des conflits locaux que les jihadistes récupèrent habilement en offrant une médiation armée transformant des disputes foncières en guerres communautaires. Le sentiment d'injustice touareg est ancien et réel : l'affirmation que « le Nord appartient aux Touaregs depuis mille ans » ne reflète pas une réalité historique exclusive, mais exprime une mémoire réelle de marginalisation et d'accords trahis qui continuera d'alimenter les cycles de violence tant que le pouvoir central ne proposera pas d'alternative politique crédible et inclusive.

[L'offensive d'avril 2026](#) rend encore moins réaliste tout horizon politique à court terme. Dans le contexte d'une junte plus fragilisée que jamais – décapitée de son ministre de la Défense, incapable de protéger sa propre capitale, privée du Nord qu'elle avait présenté comme reconquis — un Azawad indépendant semble doublement irréaliste : historiquement intenable pour les raisons déjà exposées, mais aussi parce que le FLA ne peut désormais exister militairement sans le JNIM, dont les objectifs jihadistes sont radicalement incompatibles avec la construction d'un État stable. L'histoire des États faillis – Afghanistan, Libye, Somalie – enseigne que la vacance de l'autorité étatique est le premier cadeau offert aux idéologies totalitaires. Une décentralisation réelle et inclusive, associant toutes les communautés du Nord (touarègues, songhaï, peules, arabes) avec une autonomie sécuritaire, fiscale et administrative substantielle, demeure la piste la plus réaliste – mais elle exige précisément un État central crédible capable de négocier, et une pression militaire rigoureusement discriminée contre les jihadistes, qui distingue la population des combattants.

La question du financement extérieur de l'islamisme sahélien ne peut être indéfiniment

éludée. Tant que les chancelleries occidentales exigeant de Bamako des réformes de gouvernance n'exerceront pas une pression équivalente sur les États du Golfe pour tarir les financements salafistes et wahhabites irriguant la radicalisation au Sahel comme en Europe, elles traiteront le symptôme sans toucher à la cause. Tant que les élites de Bamako et du Nord privilégieront les rentes de la guerre aux compromis difficiles, que les médiateurs extérieurs joueront leurs propres partitions stratégiques plutôt que de porter un projet politique cohérent, et que le sous-développement et la désertification produiront les cohortes de désespérés que les recruteurs jihadistes savent mobiliser, le cycle tragique perdurera. [Le Sahel paie l'héritage colonial](#), ses propres échecs postindépendance, et le prix du désintérêt calculé de puissances qui regardaient ailleurs pendant que le vide se creusait. Ce vide, l'islamisme ne l'a pas attendu. Il l'a organisé. C'est toute la différence.